Burundi : 24 personnes inculpées pour « pratiques homosexuelles »

@rib News, 09/03/2023 - Source AFP Vingt-quatre personnes ont été inculpées par un tribunal au Burundi pour des « pratiques homosexuelles », ont indiqué AFP une source judiciaire et un militant des droits humains dans ce pays d'Afrique de l'est qui mène une campagne répressive contre les homosexuels.

Après des interrogatoires qui ont duré une dizaine de jours, 17 hommes et sept femmes ont été inculpés pour pratiques homosexuelles et incitation aux pratiques homosexuelles par le ministre public avant d'être écroués à la prison centrale de Gitega », la capitale, a annoncé mercredi soir AFP Me Armel Niyongere, le président de l'Association burundaise pour la défense des droits humains. Ils resteront en prison jusqu'à leur procès, a-t-il ajouté. Une source judiciaire, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, a confirmé leur inculpation. La police avait arrêté ces 24 personnes le 1er février à Gitega, où des membres de MUCO Burundi, une ONG mobilisée dans la lutte contre le sida, tenaient un séminaire. Des voisins avaient alerté les services de sécurité après avoir vu des adolescents des deux sexes au siège du MUCO. La police avait découvert sur les lieux des préservatifs et des documents sur les droits des homosexuels, avait indiqué une source judiciaire AFP. Ils ont été accusés de promouvoir l'homosexualité et d'actes considérés comme des crimes passibles d'une peine d'emprisonnement. Le Code pénal promulgué en 2009 par le président Pierre Nkurunziza, qui dirigeait le pays d'une main de fer, prime « les relations sexuelles avec une personne de même sexe », passibles de trois mois à deux ans de prison. Son successeur, le président Ndayishimiye, a fustigé dans un discours la semaine dernière « les homosexuels, même ceux qui vivent en dehors du pays ». « Je demande à tous les Burundais de maudire ceux qui s'adonnent à l'homosexualité car Dieu ne peut pas le supporter. Ils doivent être bannis, traités en parias dans notre pays car ils nous apportent la malédiction », a-t-il déclaré. En Afrique de l'Est comme dans de nombreux pays du continent, les personnes LGBTQ sont confrontées à la persécution et aux discriminations dans des sociétés conservatrices, qu'elles soient majoritairement chrétiennes ou musulmanes, où l'homosexualité est taboue. Depuis son accession au pouvoir en 2020, M. Ndayishimiye oscille entre signes d'ouverture du régime, qui reste sous l'emprise de puissants « généraux », et ferme contrainte du pouvoir avec des atteintes aux droits humains dénoncées par des ONG.